

dollars par année. Comme nous n'utilisons pas les ressources humaines à notre disposition, ce montant en argent comptant s'en va à vau-l'eau. Je ne vois pas comment un gouvernement peut prétendre administrer efficacement les affaires du pays alors que se posent ces deux problèmes, le poids onéreux et absolument inutile imposé aux contribuables et l'obligation, pour ces derniers, de combler une perte économique de 2 à 4 milliards de dollars par année.

Sur le plan humain, la situation nous coûte encore plus cher. Il y a un énorme gaspillage de vies et une perte considérable de richesses humaines. Les gens ne savent pas mettre leurs talents à contribution dans l'intérêt général, comme ils le devraient. Ce que je dis là n'est ni fantastique ni du domaine de l'irréel. Je parle sérieusement. Le Canada s'est donné beaucoup de mal naguère pour aller chercher à l'étranger richesses et aptitudes sur le plan humain. Nous nous sommes efforcés de rendre la vie agréable à la population. Mais tout cela se perd actuellement, par suite de la mauvaise administration du gouvernement actuel, qui suscite le chômage de propos délibéré.

On nous parle sans cesse de la nécessité d'instruire les gens en raison de l'accroissement de nos heures de loisir. Les gens ont besoin de moments de loisir, ils y ont droit, mais ils ont également le droit de travailler. Nous risquons de perdre de vue ce droit de l'homme. En fait, il se perd dans une large mesure. Les gens ont besoin de travailler; de fait, ils veulent travailler, en dépit de tous les mots savants inventés pour dire que les gens peuvent vivre maintenant dans un État où la façon puritaine de travailler n'est plus de mise.

• (3.40 p.m.)

Je me moque de toutes les belles phrases qu'on utilise au sujet de l'établissement d'un État quasi édénique où personne n'aurait à travailler et où, coiffés de couronnes, nous passerions notre temps à jouer de la harpe, dont les équivalents modernes seraient les guitares et les colliers de verroteries. Le monde n'est pas ainsi fait. En fait, nous ne devrions pas souhaiter cela, car on ne peut qu'en travaillant, en s'occupant, croître et se développer. Le travail est l'une des plus grandes valeurs qui soient.

Aujourd'hui, les machines accomplissent un grand nombre des tâches désagréables. Le gouvernement doit prendre l'initiative d'établir d'autres formes de travail qui permettront aux gens de servir leurs semblables de diverses façons. En supprimant la nécessité de nombreuses besognes, les machines ont amené le besoin d'autres tâches, notamment les ser-

vices, d'autres occupations humanitaires dans l'enseignement, dans les bibliothèques, dans le domaine des voyages et des loisirs. Il faut créer ces nouveaux emplois. C'est ce que le gouvernement devrait faire au lieu de congédier des fonctionnaires et de réduire l'emploi. Si l'entreprise privée ne peut prendre l'initiative de créer ces emplois, c'est au gouvernement à le faire.

Il faut une nouvelle approche. Il faut créer de nouvelles compétences et les emplois qui leur conviennent. Je passe maintenant à la nécessité d'envisager les politiques de main-d'œuvre dans une nouvelle optique. A l'heure actuelle, l'accent est placé sur les besoins des employeurs; les gens sont formés pour remplir les cases vides sur le damier de l'emploi. Je regrette que le ministre ait disparu à ce moment critique. Peut-être est-il juste derrière le rideau. S'il est là, qu'il me fasse signe, car je voudrais m'adresser spécialement à lui.

Dans la formation de la main-d'œuvre, il faut mettre l'accent sur le placement des personnes en chômage complet ou partiel. Les organismes de placement privés assument de plus en plus la tâche de recruter les travailleurs du secteur privé. C'est ce qui se passe dans ma province et dans le reste du Canada aussi, je crois. Il faut centrer nos politiques nouvelles non sur les industries mais sur les travailleurs et leurs besoins. Nous devrions nous servir de la loi sur l'incitation au développement de façon à aider les industries utiles qui sont le mieux en mesure d'assurer des emplois convenables. Je me réjouis du retour du ministre. Je vais répéter, car il n'a peut-être pas tout entendu. Nous devrions nous servir, je crois, de la loi sur l'incitation au développement de façon à aider les industries utiles qui sont le mieux en mesure d'assurer des emplois sur une grande échelle. Voilà le genre d'industries que nous devrions encourager—de nouvelles industries qui fourniront de plus en plus d'emplois, notamment dans le secteur tertiaire.

Sous ce rapport, je voudrais faire quelques observations au sujet des lacunes de la loi sur la formation professionnelle des adultes. Il suffit presque, je crois, de souligner ce qu'ont dit de nombreux mémoires excellents et importants présentés au comité sénatorial de la pauvreté. Mon collègue d'Oshawa-Whitby en a mentionné un en particulier, celui du Frontier College. Il a été question aussi de celui de l'Association de l'éducation des adultes. De nombreux autres mémoires méritent d'être signalés.

Un des organismes dont les représentants ont comparu devant le comité était l'*Unemployed Citizens Welfare Group Council*, de ma propre ville de Vancouver. Je veux en parler parce qu'ils ont relevé une remarque